

veut prospérer, et survivre, il doit faire plus.

Une enquête réalisée par le Forum économique mondial révèle qu'au cours des deux dernières années, au chapitre de la compétitivité, le Canada s'est classé au cinquième rang parmi les 23 pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

Il y a cinq ans, avant que notre programme ne soit bien implanté, nous occupions la onzième place. Pourtant, il y a deux ans, nous occupions la quatrième place. Le Canada fait partie du peloton de tête quant aux richesses naturelles, aux ressources humaines, au transport, à l'infrastructure dans le domaine de la santé, à l'orientation de ses marchés et au dynamisme de l'économie. En Alberta, les industries gazière et pétrolière, la qualité de la main-d'œuvre et la vigueur de l'économie axée sur le marché sont autant de bons exemples de l'avantage concurrentiel dont jouit le Canada.

Pourtant, de nombreux nuages pointent à l'horizon.

Dans le domaine de l'enseignement, le Canada dépense plus par personne que n'importe quel autre pays à l'exception de la Suède, et il compte de ce fait le plus grand nombre d'étudiants inscrits au niveau postsecondaire après les États-Unis. Cependant la réponse de ce système face à la demande d'une économie concurrentielle place le Canada au 11^e rang, soit dans la moyenne. Ajoutons qu'il existe une grave pénurie de scientifiques et d'ingénieurs.

Il est également troublant que ce pays occupe le 20^e rang, soit la dernière place, quant à l'efficacité des programmes de formation des entreprises. En termes d'orientation internationale -- soit la capacité d'adaptation à la technologie et à l'innovation -- nous arrivons au 16^e rang, et en termes de sciences et de technologie, au 17^e.

Le Canada doit davantage se tourner vers l'extérieur et vers l'avenir, prendre plus de risques et faire plus d'investissements. On compte quelque 400 000 entreprises de fabrication au pays, mais les deux tiers de celles-ci ne font pas d'exportations, même pas aux États-Unis, pourtant le marché le plus proche et le meilleur client. Avec ce pays, les relations commerciales bilatérales représentent plus de 200 milliards de dollars par an, et ces relations sont assurées par l'ALE.

Pendant trop longtemps, le Canada s'est fié à ses richesses naturelles pour assurer un certain niveau de vie. Cependant, au cours des années 90, la croissance se fera dans les industries